

Membres en exercice : 80

Présents : 60

Pouvoirs : 16

CONSEIL DE TERRITOIRE
SÉANCE DU 23 MAI 2017 À 20H

Délibération CT2017/05/23-20 – Convention cadre de financement des études et travaux de mise en compatibilité des biens de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est nécessaire à la réalisation du Grand Paris Express, passée avec la Société du Grand Paris

Rapporteur : Jacques MAHEAS, 11^{ème} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : Mercredi 17 mai 2017

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160).

PRÉSENTS : Mmes, MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARTH Franck, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUCHER Martine, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Hélène, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, CRANOLY Rolin, DESHOGUES Monique, DUFFRENE Sylvie, EPINARD Serge, FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, FICCA Grégory, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GRANDIN Gaëtan, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, JARDIN Anne, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MALJEAN Jean-Pierre, MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte, MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, MIERSMAN Michel, PELISSIER André, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TEULET Michel, THIBAUT Magalie, VAVASSORI Patricia.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes, MM. BARRAUD Amélie (pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), BENTAHAR Abdelkader, BOURICHA Fayçale (pouvoir à MAUPOUSSIN Stéphanie), COPPI Katia (pouvoir à SARDA Patrick), DALLIER Philippe (pouvoir à GAUTHIER Christine), DELORMEAU Christine (pouvoir à JARDIN Anne), DEMUYNCK Christian (pouvoir à TEULET Michel), HUART Marie-Claude (pouvoir à BARTH Franck), ISCACHE Martine (pouvoir à AUBRY Bénédicte), ITZKOVITCH Ivan, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à FICCA Grégory), MARTINACHE François (pouvoir à PELISSIER André), MILOTI Donni (pouvoir à MANTEL Aurélie), POPELIN Pascal, PRUDHOMME Gérard (pouvoir à BORDES Roselyne), REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), TAYEBI Samira (pouvoir à KLEIN Olivier), TESTA Richard, TORO Ludovic (pouvoir à BAILLY Dominique), VIEUX-COMBE Evelyne (pouvoir à MAHEAS Jacques).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame CALMEJANE Hélène

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, qui porte création de l'établissement public Société du Grand Paris dont la mission principale est de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer la réalisation,

VU le décret n° 2014-1607 du 24 décembre 2014 déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation de la ligne 15 sud,

VU le décret n° 2015-1791 du 28 décembre 2015 déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation de la ligne 16,

VU l'arrêté interpréfectoral n°2017-0325 du 13 février 2017 déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation de la ligne 15 Est,

VU le projet de convention-cadre,

CONSIDÉRANT que les travaux de réalisation des projets menés sous la maîtrise d'ouvrage de la Société du Grand Paris sont susceptibles d'avoir un impact sur les biens de de l'Etablissement public territorial,

CONSIDÉRANT la nécessité de gérer efficacement cette interface entre le Grand Paris Express et les biens de l'EPT, et donc d'établir les modes d'indemnisation et de réalisation des études et travaux de mise en compatibilité des biens de l'EPT indispensables à la construction du Grand Paris Express, par une convention-cadre entre les deux parties,

CONSIDÉRANT que cette convention aura une durée de cinq ans et sera renouvelable tacitement par périodes de deux ans, et qu'elle prendra fin, au plus tard, à la date de fin de réalisation du réseau de transport public du Grand Paris, avec une durée maximale de quinze ans,

CONSIDÉRANT que des conventions subséquentes à cette convention-cadre précisent pour chaque bien identifié, les modalités organisationnelles, juridiques, techniques et financières de réalisation des études et travaux qui sont menés.

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

APPROUVE la convention cadre de financement des études et travaux de mise en compatibilité des biens de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est nécessaire à la réalisation du Grand Paris Express, passée avec la Société du Grand Paris, et autorise le Président à la signer.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 23/05/2017.

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le

Affiché - Notifié le
Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière

29 MAI 2017

Le Président,

Michel TEULET